



CMG | collège
de la
médecine générale



FMF-Gé
Fédération des Médecins de France
Généralistes

ISNI+
Ince-Syndicale Nationale des Internes

SML
SYNDICAT DES MÉDECINS LIBÉRAUX

MG
FRANCE



A Paris, le 22/06/26

QUATRIEME ANNEE DU DES : LES MEDECINS GENERALISTES TIENNENT LEURS ENGAGEMENTS, L'ÉTAT DOIT TENIR LES SIENS

Le comité de suivi de la quatrième année du DES de médecine générale salue la mobilisation des maîtres de stage universitaires, des départements de médecine générale, des facultés, des internes et leurs représentants, et de l'ensemble des acteurs engagés dans la préparation de la réforme.

Depuis plusieurs mois, un travail important a été mené pour identifier et préparer les lieux de stage nécessaires à l'accueil des futurs docteurs juniors. Cette mobilisation montre que le terrain est prêt à accompagner la mise en œuvre de la réforme.

Accueillir un docteur junior représente toutefois un engagement important pour les maîtres de stage. Il ne s'agit pas seulement d'un engagement pédagogique : l'accueil suppose aussi des charges concrètes, liées notamment aux locaux, au matériel, aux logiciels, au temps d'organisation et, plus largement, aux conditions nécessaires à un exercice ambulatoire de qualité.

Les forfaits annoncés ont été intégrés dans cet équilibre. Ils doivent permettre de couvrir les charges engagées par les maîtres de stage et de sécuriser l'accueil des docteurs juniors. Leur versement mensuel, effectif et dans les délais prévus, est donc une condition indispensable au démarrage de la réforme. Les forfaits prévus pour les patientèles exonérées, ainsi que les forfaits ZIP, ZAC et QPV doivent être versés mensuellement avec un circuit clair et opérationnel.

Les universités doivent, de leur côté, disposer des moyens nécessaires pour assurer la réussite de cette réforme : enseignants en nombre suffisant, appui administratif adapté et organisation fiable du suivi des stages.

Si le ministère dit avoir travaillé à la question de la carte professionnelle formation (CPF), nous renouvelons notre appel à la vigilance sur ce sujet crucial.

La question de responsabilité du PAMSU doit également faire l'objet de précisions.

À ce jour, malgré les alertes déjà formulées, ces points essentiels ne disposent pas encore de réponse opérationnelle pleinement sécurisée.

Le comité de suivi appelle donc les pouvoirs publics et les administrations concernées à apporter rapidement les garanties nécessaires. Faute de solutions concrètes, les difficultés pourraient apparaître dès le mois de novembre, avec un risque réel de remise en cause de stages pourtant déjà préparés. Cela mettrait en péril la mise en place de cette réforme.

Le terrain est prêt. Il est engagé. Les médecins généralistes ont joué leur rôle. Il revient désormais à l'Etat de jouer le sien.

Contacts presse :

- **CNGE** – *Collège National des Généralistes Enseignants* – **Pr. Olivier SAINT-LARY** – o.saintlary@cnge.fr
- **CMG** – *Collège de la Médecine Générale* – **Dr. Cyril BEGUE** - c.begue@cmg.fr
- **USPCS** – *Union Syndicale des Professionnel-le-s des Centres de Santé* – **Dr. Marine COMBOURG & Dr. Frédéric VILLEBRUN** - copresident@uspcs.fr
- **Généralistes CSMF** – **Dr. Luc DUQUESNEL** – luc.duquesnel@wanadoo.fr
- **FMF-Gé** – *Fédération des Médecins de France Section généralistes* – **Dr Aimeric LEFETZ** – aimeric.lefetz@fmfpro.org
- **ISNI** – *Intersyndicale Nationale des Internes* – **Arthur PONCIN** - presidence@isni.fr
- **SNEMG** – *Syndicat National des Enseignants de Médecine Générale* – **Pr. Philippe SERAYET** – p.serayet@snemg.fr
- **SML** – *Syndicat des médecins libéraux* – **Sophie BAUER** - docteur.s.bauer@gmail.com
- **MG France** – **Dr. Agnès GIANNOTTI** – president@mg-france.fr